

AVIS N° 00-16

CNCDP

## II- RESUME DU DOSSIER N° 0016

La requérante, séparée de son mari depuis 1995, et divorcée depuis 1999, est mère de deux enfants dont la garde est attribuée (jusqu'au dépôt du rapport d'enquête sociale) au père pour le garçon (l'aîné) et à la mère pour la fille (9 ans).

Les parents ont choisi la résidence alternée pour les deux enfants réunis, une semaine chez le père, une semaine chez la mère.

La requérante décrit une situation particulièrement conflictuelle avec le père qui, selon elle, veut obtenir également la garde de sa fille. Dans ce contexte, elle s'adresse à la CNCDP pour se plaindre d'une psychologue consultée par le père pour sa fille, sur la suggestion d'un médecin.

La requérante reproche à la psychologue, le fait de ne pas l'avoir informée que le père l'avait consultée pour sa fille, la teneur de son témoignage auprès de la personne chargée de l'enquête sociale, sa prise de position en faveur de l'attribution de la garde de la fille au père et son courrier au juge à propos d'un « manquement à la loi » de la part de la mère.

La requérante joint des copies de documents : certificats du médecin, enquête sociale, quatre lettres à la psychologue, courrier de cette dernière à la mère et au juge, ainsi qu'un argumentaire pour contester les termes de la lettre de la psychologue au juge.

La requérante dit avoir l'intention de déposer plainte à l'encontre de la psychologue « *pour faux témoignage et écrits diffamatoires. Mais auparavant [elle] souhaiterait avoir l'avis [de la commission]* ».

La commission retient de ce dossier complexe trois points :

- 1-le fait que la psychologue ait reçu l'enfant à la demande de l'un des parents, à l'insu de l'autre décrit comme en ayant la garde.
- 2-le témoignage de la psychologue lors de l'enquête sociale.
- 3-les lettres de la psychologue, d'une part à la mère pour indiquer les modalités de la psychothérapie et d'autre part au juge pour signaler un « manquement à la loi » de la part de la mère.

## III- L'AVIS DE LA COMMISSION

Sur la base des éléments rapportés et des pièces jointes au dossier, la commission traitera les trois points retenus ci-dessus.

1- à propos du premier point, l'art.10 précise :

*« Le psychologue peut recevoir à leur demande, des mineurs ou des majeurs protégés par la loi. Son intervention auprès d'eux tient compte de leur statut, de leur situation et des dispositions légales en vigueur. Lorsque la consultation pour des mineurs ou des majeurs protégés par la loi est demandée par un tiers, le psychologue requiert leur consentement éclairé, ainsi que celui des détenteurs de l'autorité parentale ou de la tutelle. »*

La psychologue était donc habilitée à recevoir la fillette, mais au regard de la dernière partie de l'art.10, le parent en charge de la garde de l'enfant aurait dû en être informé.

2-à propos de l'enquête sociale :

La commission rappelle que selon l'article 13, le psychologue est soumis à la loi commune. Il est donc tout à fait dans son rôle lorsqu'il répond à l'enquête sociale. Par contre il doit toujours préserver le secret professionnel (Titre I-1) « [...] *Le psychologue préserve la vie privée des personnes en garantissant le secret professionnel* ». Le psychologue doit respecter la confidentialité des contenus des entretiens car [il] « *est averti du caractère relatif de ses évaluations et interprétations. Il ne tire pas de conclusions réductrices ou définitives sur les aptitudes ou la personnalité des individus, notamment lorsque ces conclusions peuvent avoir une influence directe sur leur existence* ». (Article 19)

3-à propos de la lettre de la psychologue à la mère :

Cette lettre adressée directement à la requérante par la psychologue pourrait correspondre aux nécessités techniques du suivi d'un enfant dont les parents ont l'autorité parentale conjointe, mais à ce propos la commission rappelle l'exigence formulée à l'article 12 [...] « *Lorsque ces conclusions sont présentées à des tiers, elles ne répondent qu'à la question posée et ne comportent les éléments d'ordre psychologique qui les fondent que si nécessaire* ».

Enfin, à propos de la lettre de la psychologue au juge

S'il est vrai que, conformément aux dispositions de l'article 13, « *il est fait obligation [au psychologue] de signaler aux autorités judiciaires chargées de l'application de la loi toute situation qu'il sait mettre en danger l'intégrité des personnes* », le courrier de la psychologue au juge ne revêt cependant pas le caractère d'un signalement. Psychothérapeute de l'enfant, la psychologue a manifestement quelques difficultés à distinguer entre thérapie et évaluation, or, l'article 4 stipule : « [...] *Le psychologue peut remplir différentes missions qu'il distingue et fait distinguer* ».

Les appréciations du comportement de la mère contenues dans cette lettre, rappelant « *des manquements à la loi* » et formulant « *un non-respect de l'enfant par la mère* » contreviennent aux attendus du code de déontologie dans la mesure où la psychologue elle-même n'a pas examiné ou rencontré récemment la mère de l'enfant.

#### IV CONCLUSION

Après avoir pris connaissance des documents parcellaires qui lui ont été confiés par la requérante, la commission considère que la psychologue,

- en ne respectant pas le secret professionnel,
- en portant des jugements sur des personnes qui n'ont pas demandé à être évaluées,
- et en ne traitant pas de manière équitable les différents protagonistes d'un conflit parental,

.../...

00-16 (fin)

4

s'est montrée en particulière contradiction avec le Code de Déontologie des Psychologues.

**Fait à Paris le 16 septembre 2000**  
**Pour la CNCDP**

**Marie-France JACQMIN**  
**Présidente**